

L'évolution du système bancaire algérien « Etude comparative / banques publiques et banques privées (2006-2016) »

Dr. Bouabdallah Wassila

&

Dr. Attar Abdelhafid

Maître de conférences (B)

Maître de conférences (A)

FSECG - Université Djilali Liabes

FSECG - Université Djilali Liabes

- Sidi Bel Abbès - Algérie

- Sidi Bel Abbès - Algérie

Résumé :

Les IDE considérés auparavant comme facteur de dominance occupent actuellement une place importante dans les économies des pays d'accueils. L'Algérie constitue un des marchés d'avenir ; le plus porteur de la région et l'un des plus dynamiques dans les pays en développement. Cependant, l'inexistence d'un marché financier concurrentiel en Algérie (dominé par les banques publiques) confère aux banques et aux établissements financiers un rôle crucial, que ce soit dans la collecte des ressources ou dans l'octroi des crédits moyens et longs termes aux entreprises. Dans ce sens, notre contribution dont l'objectif est de décrire et analyser la position et le degré d'intégration des banques étrangères en Algérie, se veut enrichir les études sur ce thème, en se basant sur l'appréciation de la contribution des différents indicateurs des activités bancaires à travers des données recueillies pour une période allant de 2006 à 2016.

Mots clés : secteur bancaire – banques publiques –banques privées à capitaux étrangers – crédits.

المخلص :

يلعب الاستثمار الأجنبي المباشر دورا مهما في اقتصاديات البلدان المستقبلية نظرا لتأثيره على دفع عجلة نموها. تعتبر الجزائر من بين الدول المرشحة لجلب المستثمرين الأجانب وهي من أكثر البلدان ديناميكية في البلدان النامية، إلا أن عدم وجود سوق مالي في الجزائر يعطي للبنوك و المؤسسات المالية دورا مهما في تغطية احتياجات السوق سواء في جمع الموارد أو في منح القروض و توفير التمويل اللازم للمشاريع الاستثمارية. وفي هذا الصدد، تهدف دراستنا إلى دراسة و تحليل مكانة البنوك الأجنبية ذات رأسمال أجنبي في الجزائر و معرفة مدى اندماجها في الوسط الاقتصادي بالاعتماد على مختلف مؤشرات النشاط البنكي و المعطيات المنتقاة للفترة الممتدة من 2006 إلى 2016.

الكلمات المفتاحية: القطاع البنكي . البنوك العمومية . البنوك الخاصة ذات رأس المال الأجنبي . القروض

Introduction :

Grâce à la mondialisation accrue de ces trois dernières décennies, le monde a connu une évolution remarquable ,amenant ainsi les pays à se diriger vers les investissements directs étrangers .Ces investissements considérés auparavant comme facteur de dominance occupent actuellement une place importante dans les économies des pays d'accueils ,suite aux effets bénéfiques engendrés par l'amélioration de leurs performances économiques ; en rétablissant leur équilibre financier et en augmentant leur compétitivité internationale.

En Algérie, la crise multiforme des années 90, a enfoncé la politique économique dans une logique de plus en plus libérale. L'état a affiché des discours d'encouragement et d'ouverture à l'égard des IDE. Cependant, les résultats restent faibles par rapport au potentiel d'investissement du pays. Bien que l'Algérie ait obtenu des résultats satisfaisants dans certains secteurs, tels que les hydrocarbures.

L'Algérie constitue un marché d'avenir ; le plus porteur dans la région et l'un des plus dynamique dans les pays en développement. Cependant, l'inexistence d'un véritable marché financier confère aux banques et aux établissements financiers un rôle crucial, que ce soit dans la collecte des ressources ou dans l'octroi des crédits moyens et longs termes aux entreprises.

Le système bancaire joue un rôle crucial dans le fonctionnement d'une économie que ce soit dans ses activités au quotidien ou par apport à ses capacités de croissance. Le système bancaire Algérien a été toujours dominé par la présence des banques publiques qui ont été créé par l'état en vue de financer les différents secteurs d'activités considérés comme stratégiques, tels que le logement, l'agriculture, l'industrie... .

Cependant, la pérennité de ces banques publiques a été perturbée par l'arrivée des banques privés dans le pays, ce qui a poussé les banques publiques à opérer des réformes afin de conserver leurs parts de marché devant ces banques multinationales cherchant à s'accaparer le maximum de parts de marché au détriment du secteur bancaire public.

L'internationalisation des banques est une problématique intéressant une grande partie des acteurs financiers et des régulateurs économiques. Elle soulève de nombreuses interrogations sur ses bienfaits réels.

L'activité bancaire est avant tout une activité de service caractérisée par l'existence d'une relation très étroite entre le prestataire et l'utilisateur du service bancaire.

Dans ce sens, notre contribution dont l'objectif est de décrire et analyser la position des banques étrangères en Algérie, se veut enrichir les études sur ce thème, en se basant sur l'appréciation de la contribution des différents indicateurs des activités bancaires à travers des données recueillis pour une période allant de 2006 à 2016.

Cela nous amène à répondre à la question suivante :

« Face à la globalisation et au développement du flux des IDE dans le monde, quel effet procure l'implantation des banques étrangères sur l'évolution du secteur bancaire algérien ? ».

Afin d'approfondir notre recherche nous avons formulé les questions suivantes :

1. Quelle est la part de marché des banques privées à capitaux étrangers en Algérie ?
2. quelles sont les retombées de l'implantation des banques étrangères sur le secteur bancaire algérien?

Pour répondre à ces questions nous avons élaboré l'hypothèse suivantes :

✓ H : Les banques étrangères installées en Algérie ont réussi à prendre une bonne part de marché au détriment de la part de marché des banques publiques, leur évolution représente un sérieux problème devant ces concurrents.

Cette étude s'efforce à identifier l'impact des banques étrangères installées en Algérie. On se basant sur des statistiques concernant des opérations bancaires tels que les crédits¹ orientés vers la clientèle, les engagements en faveur de la clientèle qui représente les opérations du commerce extérieur. Une étude comparative qui a touché deux banques publiques et six banques privées à capitaux étrangers.

D'un point de vue méthodologique nous avons recouru à : l'observation - La technique documentaire et L'interview pour la récolte des données (auprès des sièges des banques à Sidi Bel Abbes et de leur site web officiel et de leurs directions qui se trouve à Alger pour une période allant de 2006 à 2016) -La technique statistique, pour la présentation, l'analyse et le traitement des données récoltées.

Les figures récapitulatives des différents indicateurs étudiés analysent l'évolution des six meilleures banques privées (étrangères) installées en Algérie et deux des plus

importantes banques étatiques (2006 - 2016) et leurs prévisions pour les années à venir en considérant que l'évolution du secteur bancaire ne subisse aucun choc externe.

Présentation des banques étudiées :

- **Présentation de la (BNA) banque nationale d'Algérie :**

La banque nationale d'Algérie est la première banque commerciale nationale, elle a été créée le 13 juin 1966 et exerce toutes les activités d'une banque universelle. En 1982, la BNA a été restructurée, elle avait pour vocation principale le financement du monde rural aux termes de la loi N°88-01 de janvier 1988² relative à l'autonomie des entreprises publiques. La loi n°90-10 du 14 Avril 1990 relative à la monnaie et au crédit pose une refonte radicale du système bancaire en harmonie avec les nouvelles orientations économiques du pays. la BNA devient une société par actions et obtient son agrément en 1995 suites aux diverses réformes qu'ont dû engager les pouvoirs publics³, c'est la première banque publique à avoir obtenu son agrément dans le cadre de la loi relative à la monnaie et au crédit.

En Juin 2009 la BNA a augmenté son capital de 14600milliards de dinar à 41600 milliards de dinar. Elle comporte- selon le guide des banques et des établissements financiers- un réseau de 197 agences réparties sur tout le territoire national.

- **Présentation de la banque Algérienne de développement rural (BADR) :**

La BADR est une institution financière nationale issue du démembrement de la BNA. Elle a été créée en 1982 par le décret N°82-106 du 13 mars 1982⁴ sous une forme juridique de société par actions. Son capital social est de 33 000 000 000 DA.

La BADR a pour activité principale de développer le secteur agricole, la pêche, les ressources halieutiques, ainsi que la promotion du monde rural. Constitué initialement de 140 agences cédées par la BNA, son réseau comporte actuellement plus de 300 agences et 39 directions régionales⁵. Quelques 7000 cadres et employés activent au sein des structures centrales, régionales et locales.

La densité de son réseau qui couvre pratiquement toutes les wilayas, daïras et même communes, et l'importance de son effectif font de la BADR la première banque à réseau au niveau national.

- **Présentation d'AGB :**

Algérie Gulf Bank : est une société par actions, au capital social de 10.000.000.000 DA ; elle a été créée le 15 décembre 2003, par l'apport de trois banques (Burgan Bank, Jordan Koweït Bank, et Tunis international Bank)⁶.

Leaders sur leurs marchés, appartenant au groupe Koweït Project company (KIPCO) qui a été créée en 1975 et constitue l'un des plus grands holdings du moyen orient. Très diversifié, il est présent dans 24 pays du moyen orient et d'Afrique du nord en détenant des actifs de plus de 30 milliards USD.

La banque a ouvert ses portes en 2004, avec une agence sise à Dely Ibrahim (Alger), orientée vers la clientèle corporate, puis elle a élargie son marché à la clientèle des « particuliers » par une gamme variée de produit. Pour être plus proche de sa clientèle, la banque a fait l'extension de son réseau sur tout le territoire national avec l'ouverture de 13 agences en 2008, et 12 autres en 2009.

La banque a connu le lancement du crédit proline en 2010 qui visait les particuliers après avoir lancé « AGB online, la carte visa prépayée, et la carte Sahla » en 2009, ce qui a permis de diversifier ses produits bancaires et de séduire une plus grande partie de la clientèle Algérienne, de plus, qu'en 2012, elle a lancé la première Agence Self banking, et le premier Drive banking.

Aujourd'hui la banque compte 44 agences parmi elle, étendues sur tout le territoire national, son réseau est en constante croissance servant l'ensemble des segments (corporate, PME, Profession libérale et particuliers).

- **Présentation de la banque SGA:**

Société générale Algérie, une des premiers groupes européens de services financiers, qui allie entre solidité financière et stratégie de croissance durable en se basant sur le modèle diversifié de la banque universelle pour mettre sa performance au service du financement de l'économie et des projets de ses clients.

Présente dans 76 pays en Europe et partout dans le monde, elle accompagne au quotidien 32 millions de clients particuliers, des grandes entreprises et investisseurs institutionnels en offrant une grande palette de conseils, de soutiens et de solutions financières.

Société Générale Algérie est une filiale du groupe Société Générale, elle est l'une des toutes premières banques privées à s'installer en Algérie depuis 2000⁷. Son réseau est en constante croissance, elle compte parmi elle (2013/12/31) 85 agences dont 8 centres d'affaires dédiées à la clientèle des entreprises.

La banque offre une gamme diversifiée et innovante de services bancaires pour répondre aux exigences de ses segments de clientèle (professionnels, entreprises, particuliers).

- **Présentation de la banque ABC :**

Abc Bank, banque de droit Algérien, est une filiale d'Arab Banking corporation Bahreïn (ABSC), un des premiers groupes bancaires et financiers internationaux à capitaux arabes. C'est la première banque internationale à s'installer en Algérie, avec l'obtention de son agrément d'une banque intermédiaire, par décision du 24 septembre 1998 auprès du conseil de la monnaie et du crédit de la banque d'Algérie, elle a lancé son activité en décembre 1998 avec l'inauguration de son siège et de sa première agence d'Alger à Bir Mourad Raïs⁸.

Elle s'est positionné en tant que banque universelle leader sur le marché Algérien, qui offre un excellent retour sur investissement à ses actionnaires, elle fournit un service de qualité et des produits distinctifs à ses clients, et est capable d'attirer, développer et fidéliser les meilleurs talents⁹.

Le capital social de la banque initialement de 1.183 Milliards de dinars, a été porté à 2.670 MDZD en juin 2000, puis à 10 Milliards de dinars en 2009¹⁰. Abc banque a réussi à se différencier par rapport aux autres banques par l'application constante de sa stratégie qui l'aide à gagner la reconnaissance à travers la croissance de son réseau et le renforcement de la qualité de son offre.

- **Présentation de Trust Bank :**

Trust Bank Algérie, est une banque de droit Algérien, à capitaux privés, créée en date du 30 décembre 2002, devenue opérationnelle le 06 Avril 2003, sous forme de société par actions (SPA) d'un capital initial de 750 millions de dinars Algérien qui a été porté à 2,5 milliards de dinars en février 2006, une autre augmentation de capital a été décidée par les actionnaires durant l'exercice 2009, pour arriver à un capital de 10 Milliards de dinars conformément aux nouvelles dispositions du conseil de la monnaie et du crédit

fixant le capital minimum des banques et des établissements financiers en Algérie. Le capital a été porté en février 2012 à 13 MDA.

Trust banque Algérie est membre du groupe Nest investments Holding, elle est basée à chypre et dont le capital est détenu en majorité par les membres de la famille « Abou Nahl ». Le groupe est présent par ses filiales dans 22 pays dont : L'Algérie, USA, Espagne, Angleterre, Qatar, Chypre, Bahrain, la Jordanie, le Liban, la Palestine, l'Arabie Saoudite, etc...

La banque élargie au fur et à mesure son réseau pour atteindre en 2014, 16 agences ouvertes sur le territoire Algérien.

- **Présentation d'Al Baraka Bank Algérie :**

Al Baraka Bank est la première banque ayant pour activité le « Banking islamique » à s'être implantée en Algérie. Elle a démarré ses activités en 1991, ses actionnaires sont la Badr 44% et le groupe Dallah Al Baraka (Arabie Saoudite) 56%¹¹.

Elle a le statut de banque universelle. Aux termes de ses statuts la banque a pour objet social les opérations de la banque et d'investissements conformes à la charia. Ses activités doivent inclure la dimension social et solidaire, elle a pour objet aussi la gestion des fonds Zakat. Les modes de financement que propose la banque sont les mêmes que ceux des banques islamiques à travers le monde tel que : Mourabaha, Moucharaka, Salam, Ijar, Moudharaba, Al istisn'a. Elle est implantée sur tout le territoire national avec 25 agences. La banque se spécialise dans la micro finance conforme.

- **Présentation de BNP Paribas Al Djazair :**

BNP Paribas est une filiale 100% de BNP Paribas (France). Elle débute sa présence en Algérie par l'ouverture d'un bureau de représentation. Agrée en Janvier 2002, elle est autorisée à effectuer toutes les opérations reconnues aux banques. Le réseau de BNP Paribas comptait jusqu'au 31/12/2013, 70 agences réparties sur les principales villes d'Algérie.

Les performances économiques satisfaisantes réalisées depuis plus d'une décennie doivent permettre à l'Algérie d'entreprendre sereinement des réformes structurelles nécessaires pour réaliser son programme de développement économique et social. Dans ce contexte, BNP Paribas El Djazair a encore confirmé pendant l'exercice 2014 la solidité de son business-model et la consistance de sa stratégie.

Soucieuse d'être la banque privée de référence du pays, BNP Paribas El Djazaïr met en œuvre tous les moyens matériels et humains lui permettant de tenir ses engagements vis-à-vis de sa clientèle diversifiée. Ces engagements se sont matérialisés par la facilitation de l'accès aux financements et aux services bancaires à ses clients : entreprises, professionnels et particuliers.

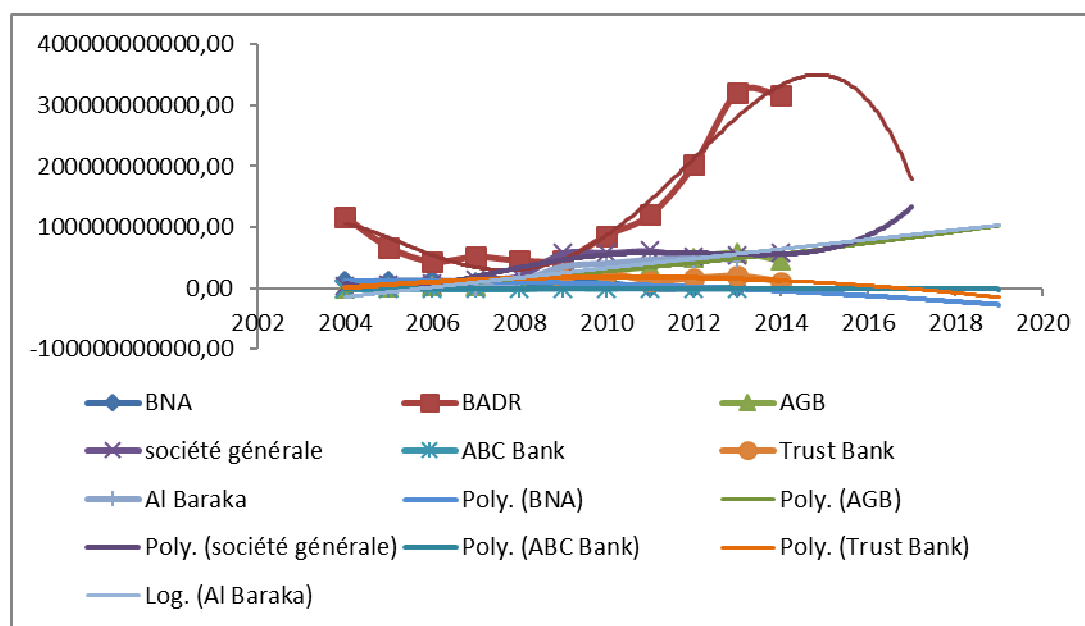
Etude comparative des opérations bancaires

Tableau 1 :L'évolution des engagements en faveur de la clientèle des banques étudiées (crédit documentaire) de 2006 à 2016 :
(DZD)

	BNA	BADR	AGB	Société Générale (SGA)	ABC Bank	Trust Bank	Al Baraka
2006	11.532.930.081	115.984.922.729	17.000.033	4.110.983.980	3.888.000	-	-
2007	12.325.093.180	66.119.201.287	1.808.840.649	6.194.147.834	8.476.000	-	-
2008	13.321.093.180	42.727.649.393	3.476.530.529	8.551.008.333	8.308.000	-	-
2009	10.359.293.180	50.753.515.507	4.215.378.501	14.563.797.883	3.866.262	-	1.197.403.451
2010	9.623.483.180	44.466.065.283	10.231.000.000	19.414.927.000	7.247.047	-	12.032.684.943
2011	9.440.483.000	46.239.400.285	20.899.245.000	57.638.421.000	14.091.607	15.847.553.506	35.101.340.972
2012	9.440.483.000	86.003.932.092	27.724.000.000	57.954.538.000	12.282.850	24.640.636.942	39.866.424.538
2013	246.783.830	119.953.467.377	35.000.000.000	61.362.602.000	15.777.391	11.702.367.663	46.006.311.582
2014	532.521.805	201.872.603.226	48.625.900.123	51.446.269.000	14.280.765	16.253.892.850	47.610.438.978
2015	750.260.301	321.240.299.900	57.486.183.518	54.343.042.000	12.510.779	20.030.006.004	46.998.383.249
2016	-	315.795.200.757	44.387.126.000	57.113.636.000		10.451.069.935	34.438.000.000

Source : établi par les auteurs d'après les rapports de banques

Figure 1: Schéma récapitulatif des engagements en faveur de la clientèle



Source : établie par les auteurs d'après le tableau récapitulatif de l'indicateur (2006-2016)

Les opérations du commerce extérieur en Algérie sont représentées par les engagements en faveur de la clientèle. Ils sont constitués à plus de 86% par les crédits documentaires (Credoc) et par les remises documentaires nouvellement restaurée.

A partir du schéma récapitulatif des engagements des banques étudiées en Algérie et les prévisions pour les cinq ans à venir, on remarque que les deux banques publiques (BNA et BADR) ont enregistré une régression au niveau de leurs volumes, ce qui a permis aux banques privées de se démarquer dans ce domaine et de conquérir des parts importantes du marché Algérien. Cependant, à partir de 2009, la BADR a repris sa place de leader comme au début de période avec l'enregistrement d'un volume sans précédent de 321 milliards de dinars en 2013 grâce à la couverture de toutes les opérations du commerce extérieur de la SONACOM (MMA).

L'évolution significative du volume des engagements des banques privées est due à la facilitation des opérations du commerce extérieur offerte par ces banques, et la réduction significative des délais des traitements des dossiers. La dominance des opérations du commerce extérieur par les banques publiques reste le résultat de la politique économique utilisée par notre pays pour garder le secteur public dominant en obligeant les sociétés étatiques à coopérer qu'avec ces banques afin de protéger sa souveraineté. Les prévisions enregistrées dans ce domaine montrent (on considère que

l'évolution des banques reste au même rythme d'avancement en gardant les facteurs externes stables) que les opérations du commerce extérieur enregistreront une régression (Elle a déjà commencé pour la BADR en 2014). Quelques banques privées connaîtront une régression. Ceci peut être la résultante de la situation économique difficile que connaît l'Algérie à cause de la chute du prix de pétrole qui a mené les autorités algérienne à prendre des mesures restrictives pour limiter les importations qui pèsent lourd sur la balance des paiements du pays. Sachant que la majorité nos opérations du commerce extérieur sont sous forme d'importation.

On peut donner plus d'explications en étudiant l'évolution des dépôts de garanties des banques en Algérie comme suit :

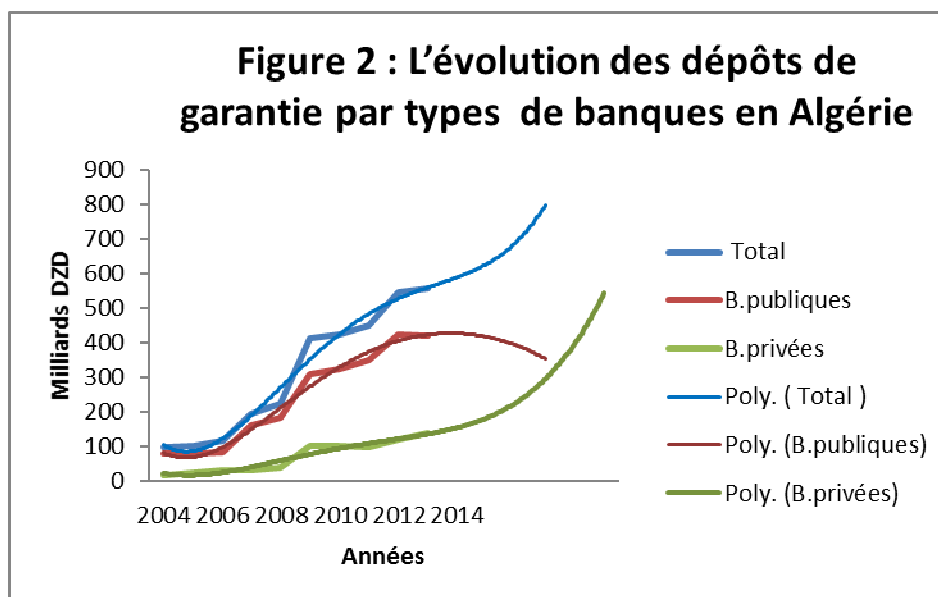
**Tableau 2 :L'évolution des dépôts de garantie par type de banques en Algérie
(Credoc...)**

(En

milliards de dinars)

	Les dépôts de garantie		
	Total	B publiques	B privées
2006	98,8	79,9	18,9
2007	103,3	79	24,3
2008	116,3	85,6	30,7
2009	195,5	162,9	32,6
2010	223,9	185,1	38,8
2011	414,6	311,1	103,5
2012	424,1	323,1	101
2013	449,7	351,7	98
2014	548	426,2	121,8
2015	558,2	419,4	138,8

Source : établi par les auteurs à partir des rapports annuels de la banque d'Algérie.



Source : établi par les auteurs à partir des tableaux récapitulatifs.

La figure n° 2 représente l'évolution des dépôts de garanties et contient à son tour trois schémas : le total des dépôts de garantie, les garanties pour banques publiques, et pour banques privées. Les trois schémas montrent que l'évolution est positive et irrégulière durant la période (2006 à 2015).

L'analyse et la prévision des données relatives à l'activité de collecte des ressources des banques hors dépôts qui est constitué par les garanties des engagements par signatures donnés (crédit documentaire, avals et cautions) reflète que:

- La période marquante de ces schémas est celle de 2008 à 2009 qui peut être traduite par la suppression de l'utilisation de la remise documentaire, ce qui a affecté directement et d'une manière très influente l'évolution du crédit documentaire et par conséquent, le total des engagements par signature puisque le crédit documentaire représente 90% de ces engagements.

- La hausse des dépôts collectés auprès du secteur public (6,1%) au cours de l'année 2013, après une baisse de 6,5% en 2012 comparativement à la hausse appréciable des dépôts collectés auprès des entreprises privées (15,7% en 2013 contre 16,9% en 2012) des ménages et associations (7,1% contre 13% en 2012)

- ¹².

La hausse de la part des dépôts collectés par les banques auprès du secteur privé (entreprises, ménages, associations) dans le total des dépôts (secteurs public et privé).

Cette part, qui était de 52,7% en 2011, est passée à 57,6% en 2012 puis 58,4% en 2013.

- Le niveau des dépôts des ménages et associations dans le total des dépôts du secteur privé est relativement stable et reste important (67,6% en 2013 contre 69,2% en 2012).
- Le ratio dépôts en devises des ménages /total des dépôts en devises collectés par les banques demeure très significatif avec 67,3% en 2013 contre 65,5% en 2012 en contexte de hausse des dépôts en devises à la fois des ménages (11,9%) et entreprises publiques (6,4%).
- La tendance évolutive des courbes des dépôts de garanties pour les cinq années à venir montrent clairement l'évolution remarquable des banques privées et la régression prévue chez les banques publiques. Ceci confirme l'hypothèse que les banques publiques vont réussir à prendre au fur et à mesure une bonne place sur le marché algérien.

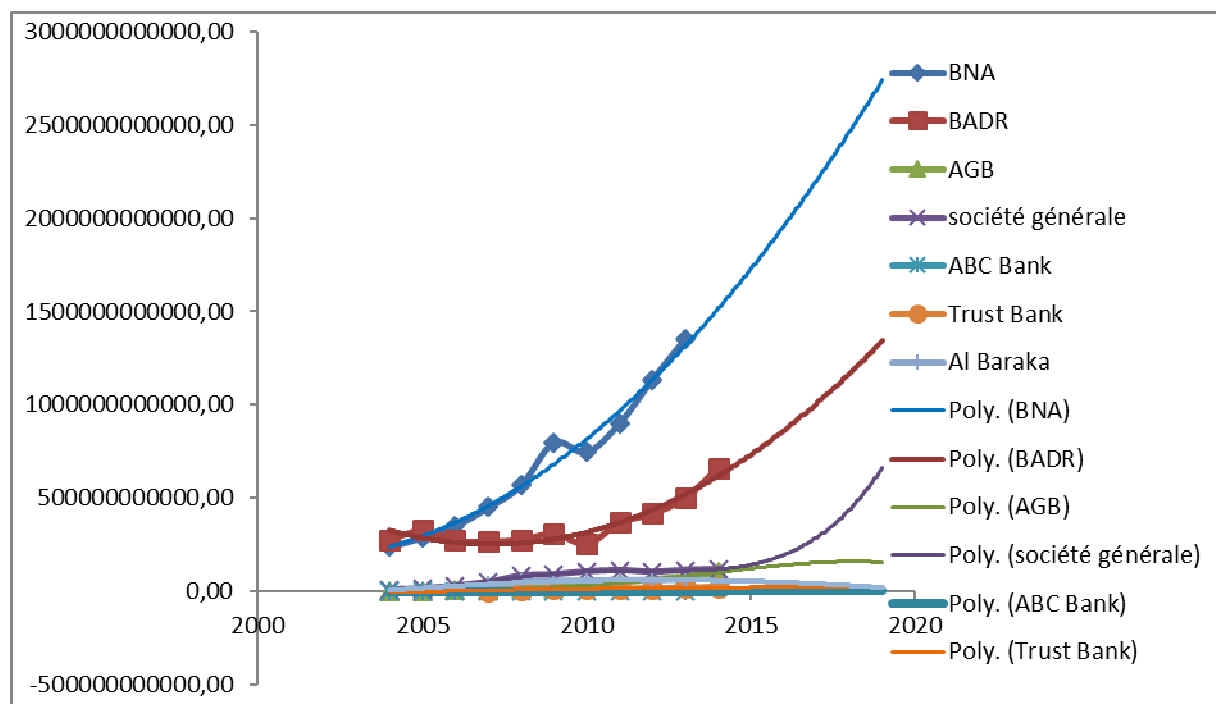
I. L'évolution des crédits:

**Tableau 3 : Tableau récapitulatif des crédits des banques étudiées
(Étatiques et privées)(DZD)**

	BNA	BADR	AGB	Société Générale (SGA)	ABC Bank	Trust Bank	Al Baraka
2006	240.285.192.310	277.162.890.881	195.253.000	7.165.634.268	4.763.000	-	-
2007	290.999.970.725	326.473.777.455	2.615.368.000	14.463.119.708	6.449.000	-	-
2008	353.344.545.798	271.882.138.602	5.984.849.000	29.177.861.396	7.342.759	-	-
2009	451.043.110.887	266.960.874.689	8.749.428.000	48.245.571.321	11.169.000	2.110.793.978	35.471.038.302
2010	569.395.193.916	277.123.078.577	17.848.631.000	83.000.000.000	8.956.000	9.231.005.547	48.662.404.195
2011	799.698.188.000	309.244.553.311	22.744.486.000	89.000.000.000	14.552.861	13.333.987.322	54.873.699.934
2012	747.180.357.000	254.170.259.110	26.515.037.000	105.000.000.000	17.177.217	14.464.194.927	55.688.886.139
2013	900.468.993.000	367.435.183.067	44.627.916.000	112.000.000.000	16.318.644	12.425.983.390	58.583.867.345
2014	1.134.166.014.000	415.708.167.586	64.967.000.000	103.000.000.000	20.047.364	14.724.023.031	57.891.423.240
2015	1.350.770.050.000	498.460.187.168	81.240.000.000	113.000.000.000	28.253.244	18.344.113.018	62.640.201.678
2016	-	659.397.317.001	101.162.236.000	117.000.000.000	-	21.429.970.069	80.627.000.000

Source : établi par les auteurs à partir des rapports de banques

Figure 3 : évolution et prévision des crédits des banques étudiées



Source : établie par les auteurs d'après le tableau récapitulatif des crédits (2006-2016)

D'après le schéma récapitulatif des crédits des banques sujets de notre étude en Algérie, on remarque que le volume des crédits a augmenté durant la période (2006 à 2016). ceci peut être expliquée par l'adoption de l'Algérie une phase de développement caractérisée par de gros projets d'investissements établis par le gouvernement Algérien dans le cadre du programme de la relance économique. Dans ce contexte La BNA a enregistré une progression sans précédente atteignant ainsi le niveau le plus élevé des crédits à la clientèle chiffré à 659 milliards de dinars en fin 2014 et faisant d'elle le leader du marché bancaire Algérien, suivie par la BADR avec un écart de plus de 400 milliards de dinars. cette différence peut être expliquée par la spécialisation de la Badr dans un créneau spécifique qui se limite au développement rural.

Par ailleurs, les banques privées à capitaux étrangers ont enregistré à leurs tours une progression stable et significative amenant ainsi « Société Générale Algérie » à la place de leader des banques privées en se spécialisant dans le créneau « particuliers », suivie en deuxième place par AGB (Algérie Gulf Bank) qui à son tour enregistre depuis sa création en 2004 des niveaux de plus en plus élevés.

Ceci nous laisse à dire que la part de marché des banques privées a augmenté durant la période (2006 – 2016) de 7,1% du total des crédits octroyé à la clientèle en début de période à 13,5% à la fin de l'année 2014, et cela au détriment des banques publiques qui ont enregistré une régression au total des crédits passant de 92,9% en 2004 à 86,5% en 2014, néanmoins cela ne les empêchent pas à rester et de loin les leaders du marché Algérien grâce à la politique économique du pays qui veut garder la souveraineté de l'état en orientant tous les gros projets de développements du pays dans différents secteurs vers le financement à travers les banques publiques, nous citons l'exemple des projets d'investissements du secteur des hydrocarbures, de l'industrie, de l'Habitat.....

Les prévisions enregistrées à partir de 2017 sur cet indicateur montrent que les banques publiques étudiées (BNA et BADR) ainsi que SGA connaîtrons une progression remarquable surtout avec le lancement du crédit à la consommation puisque l'état favorise le financement par les banques publiques et que ce type de crédit est la spécialité de SGA.

Au cours de notre étude, nous avons constaté que la banque d'Algérie a enregistré une progression soutenue des crédits distribués par les banques, le tableau ci-après décrit le profil de l'activité de crédit par maturité des banques en Algérie :

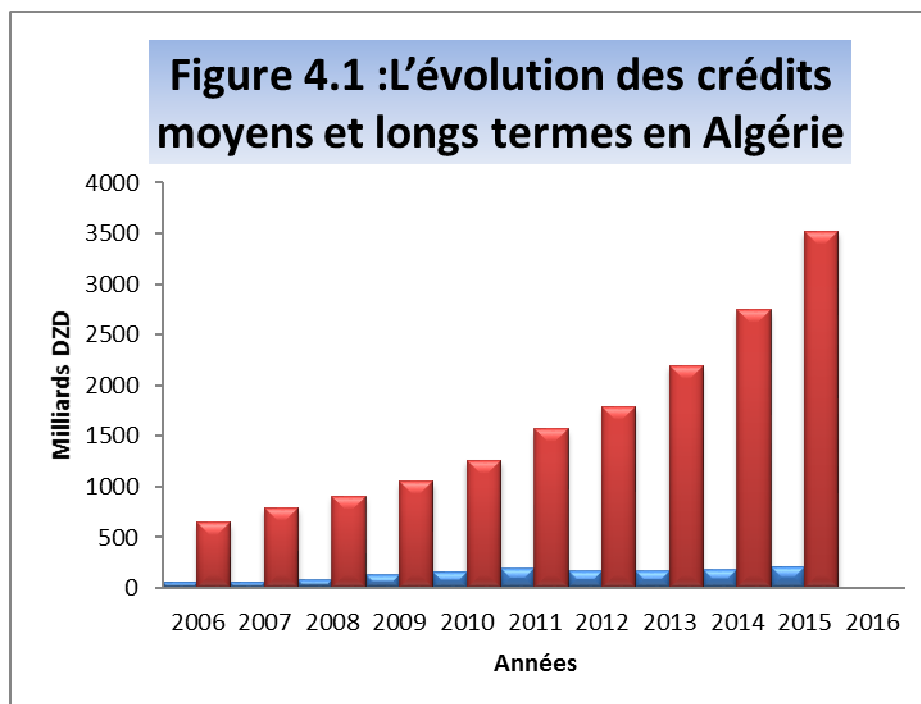
Tableau 4: L'évolution des crédits par maturités et par types de banques en Algérie.

(En milliards de dinars)

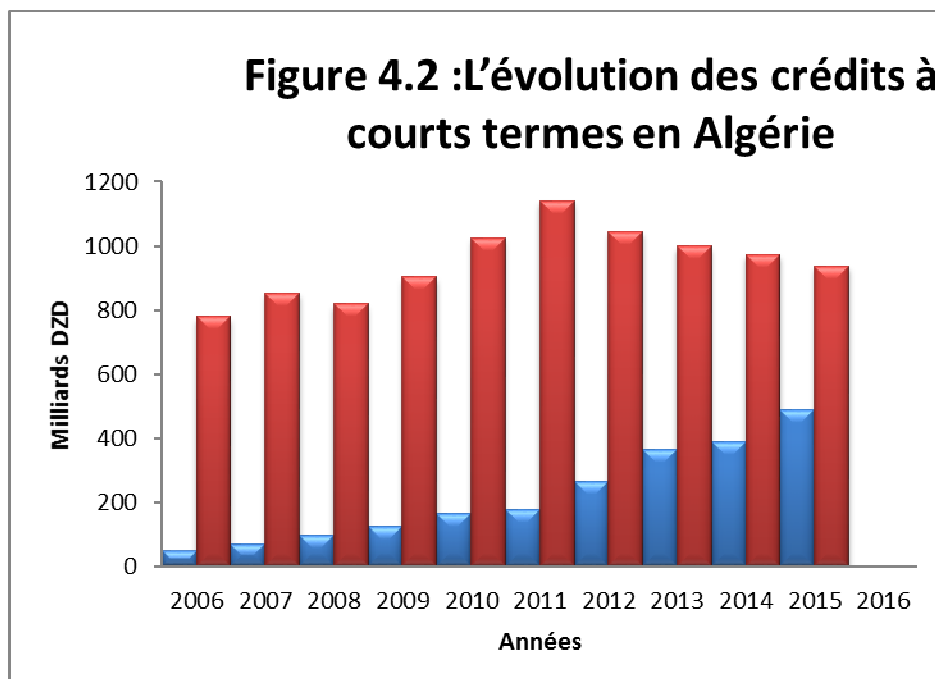
	Les banques étrangères			Les banques publiques		
	C.C.T	C.M.L	Part des banques	C.C.T	C.M.L	Part des banques
2006	48,596	60,211	7,1%	779,741	645,840	92,9%
2007	70,360	61,630	7,4%	852,958	793,960	92,6%
2008	96,351	81,171	9,3%	819,346	907,234	90,7%
2009	123,6	128,8	11,5%	902,5	1048,8	88,5%
2010	163,6	163,5	12,5%	1025,8%	1261,2	87,5%
2011	179,2	193,9	12,1%	1141,3	1570,7	87,9%
2012	265,6	165,3	13,2%	1045,4	1790,4	86,8%

2013	363,4	167,3	14,2%	999,6	2194,4	85,8%
2012	387,7	181,8	13,3%	973,9	2742,2	86,7%
2014	487,0	210,1	13,5%	936,4	3521,0	86,5%

Source : établi par les auteurs à partir des rapports annuels de la banque d'Algérie.



Source : établi par les auteurs à partir des bilans de la BA.



Source : établi par les auteurs à partir des tableaux récapitulatifs.

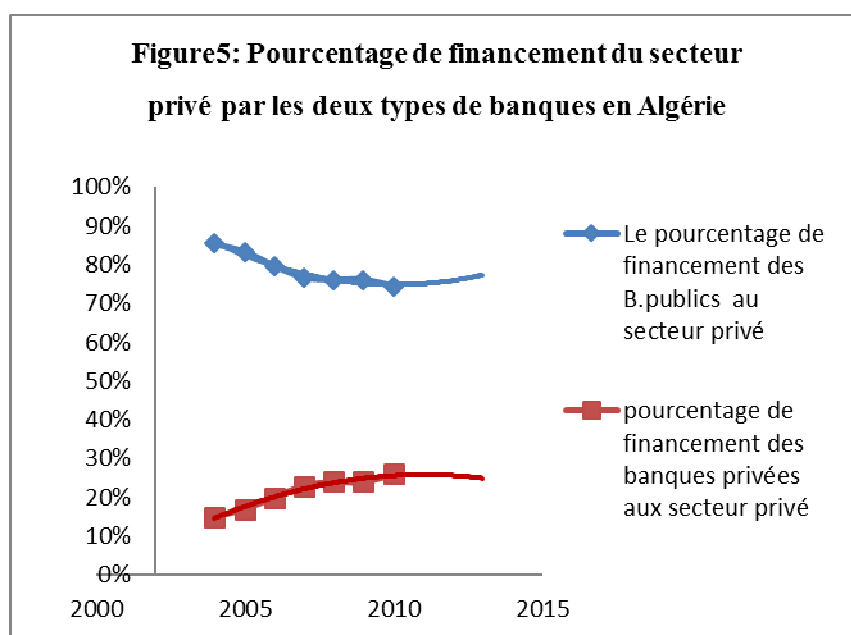
Le total des crédits des banques enregistre un accroissement continu ces dernières années de 20,3% en 2013 contre 16,8% en 2012 et 20% en 2011

13

Les crédits distribués au secteur public représentent 46,7% du total des crédits à l'économie en 2013 contre 47,6% en 2012, ce qui veut dire que la part des crédits aux entreprises privées et ménages dans l'encours total des crédits distribués par les banques se stabilise à 52,8% en 2013 contre 52,4% en 2012.

Les banques publiques assurent la totalité du financement du secteur public. Le flux de crédits des banques publiques a bénéficié légèrement plus aux entreprises publiques qu'aux entreprises privées et ménages, traduisant l'implication des banques publiques dans le financement des grands projets d'investissement dans les secteurs de l'énergie et de l'eau de l'Habitat...

Néanmoins, leurs parts dans le financement du secteur privé restent importantes mais qui commence à perdre sa part de marché progressivement à cause de la rude concurrence des banques privées. Les prévisions montrent que les banques privées gagneront d'avantages de part de marché surtout avec la situation actuelle du pays qui vire vers l'encouragement du secteur privé afin de minimiser les importations et favoriser le produit locale, comme le montre la figure ci-après :



Source : établi par les auteurs à partir des données des rapports de la banque d'Algérie

Dans le total des crédits distribués, la part des banques privées est en progression continue depuis 2004. Bien que lente, cette évolution est appréciable, elle porte sur le

financement des entreprises privées et des ménages. Ce qui fait que le taux de croissance de ces banques est supérieur à celui des banques publiques.

La structure de l'encours de crédits distribués par les banques confirme la tendance haussière des crédits à moyen et long terme, qui ont atteint une part relative de 72,4% contre 27,6% des crédits à court terme sachant qu'en 2010, les crédits à long et moyen terme atteignaient 59,9% contre 40,1% des crédits à court terme en 2010.

C'est une tendance qui a débuté en 2006 grâce à la progression des crédits à long terme distribués notamment par :

- Le financement d'investissement dans les secteurs de l'énergie et de l'eau.
- L'augmentation des crédits hypothécaires.
- Les crédits de financement des biens durables aux ménages.

Le crédit hypothécaire est passé de 216,9 milliards de dinars en 2011, à 259,1 MDA en 2012 à 307,4 MDA en 2013.

Les banques publiques ont couvert la plus grande partie des crédits hypothécaire (95%), c'est l'une des politiques de l'état pour permettre aux banques publiques de rester toujours et de loin les premiers opérateurs en Algérie. Par contre, les banques privées se sont engagées récemment dans la distribution de ce type de crédit qui reste relativement faible en dépit des dépôts considérables mobilisés auprès des ménages. Les crédits à moyens et à longs termes distribués par les banques publiques ont atteint un niveau appréciable comme le montre les statistiques ci-après ¹⁴ : 52,5% en 2006, 53,7% en 2007, 57,9% en 2009, 63,1% en 2010, 73,8% en 2012, 79% en 2013.

Pour les banques privées, cette part avait atteint un niveau appréciable en 2009 (52%), puis elle a commencé à reculer progressivement pour atteindre 30,1% en 2013, à cause du ralentissement de la distribution des crédits aux ménages.

La collecte des ressources des banques est constitué de dépôts à vue, dépôts à terme et les hors dépôts. Ces derniers sont constitués principalement par les garanties des engagements par signatures. Ils sont à leur tour, constitué de crédit documentaire et de remise documentaire nouvellement restauré, ce qui reflète les opérations du commerce extérieur et donc le deuxième indicateur. A travers notre étude nous avons conclu que les banques privées commencent à prendre place dans les opérations du commerce extérieur en un temps restreint ce qui laisse projeter que d'ici quelques années les banques

publiques aurons du mal à se démarquer face à l'accroissement du volume et la qualité des opérations qu'offrent les banques privées.

Cette évolution significative est due à la facilitation des opérations du commerce extérieur offerte par ces banques, avec une réduction significative des délais de traitement des dossiers. La dominance du secteur du commerce extérieur par les banques publiques reste le résultat de la politique économique du pays qui veut toujours laisser le secteur public dominant en obligeant les sociétés étatiques à coopérer qu'avec ces banques.

Pour ce qui est de cet indicateur (crédit), Les banques publiques assurent la totalité du financement du secteur public, le flux de crédits des banques publiques a bénéficié légèrement plus aux entreprises publiques qu'aux entreprises privées et ménages, traduisant l'implication des banques publiques dans le financement des grands projets d'investissement.

Dans le total des crédits distribués, la part des banques privées est en progression continue depuis 2006. Bien que lente, cette évolution est appréciable, elle porte sur le financement des entreprises privées et des ménages. Ce qui fait que le taux de croissance de ces banques est supérieur à celui des banques publiques.

Conclusion :

Les indicateurs globaux montrent que le niveau de l'intermédiation bancaire s'améliore progressivement en Algérie sous l'angle du développement du réseau, du nombre des comptes et du niveau des dépôts collectés, même si cela reste faible en dépit du potentiel d'investissement du pays et à titre de comparaison à certains pays méditerranéens voisins de l'Algérie. Cette performance (relativement faible) concerne notamment les volets des services bancaires de base à la clientèle de ménages et de distribution de crédits aux petites et moyennes entreprises. Cela révèle le potentiel en matière d'inclusion financière et sa portée pour le développement de l'intermédiation financière en Algérie.

Tout de même, le secteur bancaire algérien reste dominé par les grandes banques publiques qui financent en grande partie l'économie Algérienne (créées par l'Etat Algérien en vue de financer des secteurs d'activités considérés comme stratégiques tels que le logement, l'agriculture et l'industrie).

Néanmoins, les banques étatiques ont été menacées par les politiques de distribution de crédits qui étaient soldées par des problèmes de qualité des actifs, de solvabilité et de

liquidité, ce qui a mené ces banques à augmenter leurs marges d'intermédiation en parallèle avec la hausse de la prime de risque.

L'implantation des banques étrangères en Algérie a eu un effet direct sur l'évolution du secteur bancaire. Ces banques privées ont réussi à se démarquer et à acquérir une bonne part du secteur bancaire Algérien en un temps restreint. Même si leur participation dans le financement de l'économie reste très modeste ; façonnée par un climat concurrentiel inoffensif pour les banques publiques, toujours soutenues par une politique étatique, signifiant ainsi certaines valeurs de souveraineté.

Néanmoins, cette situation risque d'être interrompue par la chute des prix des hydrocarbures entraînant le pays dans une crise économique caractérisée par un secteur bancaire public déficitaire, incapable d'assumer ses responsabilités en matière de financement et investissement national. Cette crise multiforme peut enfoncer la politique économique dans une logique de plus en plus libérale ; L'Algérie qui doit afficher des dispositions plus que favorables à l'encontre des IDE à travers des réformes et des lois facilitant l'implantation des banques étrangères et leurs donner les moyens nécessaires pour une éventuelle intégration dans la scène économique. Une stratégie dont l'objectif consiste à soutenir l'investissement ; servira à créer la richesse et l'emploi. Suivant cette logique, les lois doivent subir des modifications, afin de pouvoir répondre aux ambitions des opérateurs économiques.

Liste de tableaux :

Ndu tableau	Titre
Tableau n°1	L'évolution des engagements en faveur de la clientèle des banques étudiées (crédit documentaire)
Tableau n°2	L'évolution des dépôts de garantie par type de banques en Algérie (Credoc...)
Tableau n°3	Tableau récapitulatif des crédits des banques étudiées (Étatiques et privées)
Tableau n°4	L'évolution des crédits par maturités et par types de banques en Algérie

Liste des figures :

N° de la figure	Titre
Figure n°1	Schéma récapitulatif des engagements en faveur de la clientèle
Figure n°2	L'évolution des dépôts de garanties par types de banques en Algérie
Figure n°3	évolution et prévision des crédits des banques étudiées
Figure n°4.1	L'évolution des crédits moyens et long termes en Algérie
Figure n°4.2	L'évolution des crédits à court termes en Algérie
Figure n°5	Pourcentage de financement du secteur privé par les deux types de banques en Algérie

¹ Opération financière par laquelle un agent prête une somme d'argent à un autre. Somme d'argent ainsi prêtée

² <http://www.bna.dz/presentation.html> consulté le 19/11/2015 à 19h 30

³ Guide des banques et des établissements financiers en Algérie 2012, p13.

⁴ Guides des banques et des institutions financières, op cit, p16

⁵ www.badr-banq.dz/index.php consulté le 12/08/2015

⁶ Rapport annuel d'AGB ; 2013, p7

⁷ Rapport annuel de SGA 2013, p10

⁸ Rapport annuel ABC banque, 2006, p13

⁹ Rapport annuel ABC banque, 2013, p8

¹⁰ Rapport annuel ABC banque, 2013, p28

¹¹ Guide des banques, op- cit, 2012, p17

¹² Rapport annuel de la banque d'Algérie 2013, p76

¹³ Rapport annuel de la banque d'Algérie op, cit , 2013, p78

¹⁴ D'après les différents rapports annuels de la banque d'Algérie.

Bibliographie :

- Andreff , Wladimir « Quand les PECO font leurs comptes » Sociétal; 2nd Qtr 2001.
- Article prof : Taoufik Rajhi « Recherche de l'efficience et pouvoir de marché des banques en Algérie : investigation empirique sur la période 20007 » banque Africaine de développement Ecole supérieure de commerce de Tunis, université de la Manouba
- Berry Fong-Chung Hsu;Arner, Douglas;Wan, Qun;Wang, Wei “Banking Liberalization and Restructuring in Post-WTO China” Banking & Finance Law Review; Oct 2005; 21, 1; ABI/INFORM Global
- Boubacar Hamadou « Le contrôle des implantations bancaires à l'étranger par la maison-mère » La Revue des Sciences de Gestion : Direction et Gestion; Sep-Dec 2010.
- Boukhezer-Hammiche Nacira, « Libéralisation financière et effet sur l'investissement en Algérie », Mondes en développement, 2013/2 n° 162.
- Guide des banques et des établissements financiers en Algérie 2012
- Guide des investisseurs 2012.
- Jessy Troudart , thèse de doctorat « analyse et comparaison des stratégies d'internationalisation des banques », U. Montesquieu- bordeaux 4, 2012.
- Makrane Hanane, « le rôle des IDE dans le secteur bancaire algérien », 2009, consulté sur : mémoire on line le 7/7/2014.
- Minyan Zhu “The impact of foreign bank entry in emerging markets: knowledge spillovers or competitive pressure? Working Paper, February 2012.
- P.B Ruffini « les banques multinationales : de la multinationalisation des banques au système bancaire transnational » presse universitaire France, 1983..
- Rapport annuel de la banque d'Algérie 2016
- Rapport annuel de la banque d'Algérie 2010,
- Rapport annuel de la banque d'Algérie 2013
- Rapports annuels « Société Générale Algérie », 2014
- Rapports annuels « Société Générale Algérie », 2016
- Rapports annuels ABC
- Rapports annuels d'AGB ; 2014
- Rapports annuels d'AGB ; 2016
- Rapports annuels d'Al Baraka Bank.
- Rapports annuels de Bnp Paribas
- Rapports annuels de la banque d'Algérie.
- Rapports annuels de trust Bank
- Stijn Claessens and Neeltje Van Horen, “Being a foreigner among domestic banks: Asset or liability?” DNB Working Paper , N°.224/ October 2009.
- Stijn Claessens and Neeltje Van Horen, “Impact of Foreign Banks DNB Working Paper No. 370 / February 2013.
- Taous Zibouche « les déterminants du choix de la présence des banques étrangères en Algérie cas de BNP Paribas », Université Mouloud Mammeri de Tizi-ouzou, 2014.

- Yung .Do, A.Docobu, Thèse de doctorat « internationalisation des états et banques multinationales », Académia, 2005
- <http://www.bna.dz/presentation.html> consulté le 19/11/2015 à 19h 30
- www.abc.dz
- www.agb.dz
- www.albarakabank.dz
- www.badr-banq.dz/index.php consulté le 12/08/2015
- www.banquealgérie.dz
- www.bea.dz
- www.bnabank.dz
- www.bnpparibas.dz
- www.cpa.dz
- www.societegenerale.dz
- www.trustbank.dz